

Universités: après Tolbiac, Montpellier et Grenoble, évacuation de bâtiments bloqués à Nancy et Metz

Nancy, 25 avr. 2018 (AFP) -

Le campus de la faculté de Lettres et Sciences humaines de Nancy et des bâtiments à Metz, occupés par les étudiants, ont été évacués mercredi, quelques jours après les universités de Montpellier, Grenoble, Strasbourg et Paris-1, les universités profitant des vacances pour lever les blocages.

Ces bâtiments - à Nancy, il s'agit des bâtiments Arts, Lettres et Langues, et Sciences humaines et sociales sur le campus du Saulcy - étaient bloqués depuis plusieurs semaines par des étudiants opposés à la loi réformant l'accès à l'université, malgré des votes, par scrutins électroniques, en faveur de la reprise des cours (74,2% à Metz le 19 avril, 70,5% à Nancy le 9 avril).

"Pourquoi aujourd'hui? Parce que c'est le temps nécessaire pour permettre de préparer les examens. Il faut deux ou trois jours ouvrés de travaux pour vérifier les conditions de sécurité", a expliqué lors d'une conférence de presse le président de l'université de Lorraine, Pierre Mutzenhardt.

"On arrivait dans une impasse, l'impasse des examens. La délocalisation était impossible matériellement et logistiquement", a-t-il ajouté, rappelant que 600 épreuves étaient programmées à partir du 3 mai.

Le Premier ministre Edouard Philippe a promis mercredi de réagir "avec fermeté" chaque fois que l'organisation des examens sera ciblée par "des petits groupes radicaux", pour que les examens "se déroulent dans de bonnes conditions".

Le président de l'Université de Lorraine a par ailleurs ordonné "la fermeture administrative du campus" Lettres et Sciences humaines de Nancy, et annoncé que des plaintes pour occupation, dégradations et injure publique avaient été déposées.

- Facs quasi désertes -

L'évacuation s'est déroulée sans heurts sur les deux sites lorrains, quasiment déserts en raison des vacances. A Metz, "cinq personnes sont parties dans le calme le plus total et sans résistance", a indiqué à l'AFP le directeur de la communication de l'université de Lorraine David Diné.

A Nancy, 19 personnes ont été délogées par les forces de l'ordre. Une personne a été interpellée pour rébellion et une autre a été conduite au poste de police pour vérification d'identité.

"On était une quinzaine contre une quarantaine de CRS armés jusqu'aux dents", a raconté, d'une voix émue, un étudiant de Nancy "au nom des étudiants en lutte", qui se sont rassemblés devant le commissariat pour "dénoncer la répression policière".

Les étudiants nancéiens et messins ont prévu de se réunir dans l'après-midi pour discuter des suites de leur mobilisation, ont-ils dit à l'AFP.

La loi sur l'accès à l'enseignement supérieur est accusée par ses détracteurs d'introduire une "sélection" à l'entrée à l'université.

A ce sujet, Edouard Philippe a assuré que Parcoursup, la plateforme d'inscription des vœux des futurs bacheliers pour les études supérieures, "va réussir", selon "les premières indications" dont le ministère de l'Enseignement supérieur dispose.

Lundi, la police était intervenue à l'université Paul-Valéry de Montpellier et à l'entrée d'un bâtiment de l'Université Grenoble-Alpes pour déloger une quarantaine d'étudiants bloqueurs.

Trois jours auparavant, une centaine de CRS avaient évacué une centaine d'étudiants présents à Tolbiac, à Paris. La veille, les forces de l'ordre étaient intervenues dans un amphithéâtre de l'Université de Strasbourg, occupé



depuis quelques heures.

Les dégradations commises à Nancy et Metz sont en cours d'évaluation, selon le président de l'université, qui a annoncé "un coût de sécurisation" en raison du recours à une société de vigiles lors des examens.

Selon la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, les dégâts commis dans les universités occupées devraient au total "dépasser le million d'euros". Ils sont notamment estimés à 300.000 euros à l'université Paul-Valéry de Montpellier et de 200.000 à 300.000 euros à Paris-1 Tolbiac.

La direction de Sciences Po Rennes a décidé mercredi une fermeture administrative du site pour la journée et l'université Rennes 2, fermée jusqu'au 30 avril, a annoncé mardi le report des examens terminaux.

L'université Jean-Jaurès à Toulouse est bloquée jusqu'à la fin des vacances. Le référé déposé par le syndicat UNI et quatre étudiants pour obtenir le déblocage de l'université sera examiné jeudi par le tribunal administratif.

Les cours sont toujours suspendus sur les deux campus de l'université Lumière-Lyon 2.

bur-maj-mro-mk/jlc/kp

Afp le 25 avr. 18 à 14 57.